

**Mission Multidimensionnelle
Intégrée des Nations Unies
pour la Stabilisation en
République Centrafricaine**



**United Nations
Multidimensional Integrated
Stabilization Mission in the
Central African Republic**

MINUSCA



NOTE D'INFORMATION

LE REDEPLOIEMENT DE LA FORCE EST UNE REPOSE A LA PROBLEMATIQUE DES GROUPES ARMES

Bangui, le 1^{er} février 2017 – Le redéploiement de la Force de la MINUSCA, actuellement en cours sur le territoire de la République centrafricaine, est une réponse à la présence et à la menace des groupes armés, a indiqué mercredi le Commandant de la Force, le Général Balla Keita. Le Général a précisé que même si des bases opérationnelles temporaires sont fermées dans le cadre de cette mesure, la Force restera présente pour protéger les populations civiles.

« Nous ne laissons personne. Nous avons seulement changé de mode d'action pour être plus efficaces face aux groupes armés et mieux protéger les populations », a dit le Commandant de la Force lors de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, en compagnie du chef de la Section des Affaires civiles de la Mission, Laurent Guépin.

« Avant, nos troupes étaient disposées un peu partout sur le territoire avec des bases opérationnelles temporaires. Avec le mandat adopté en juillet 2016, il fallait regrouper et former une force consistante. Les commandants de secteurs pourront disposer chacun d'une réserve qu'ils pourront utiliser en cas de besoin », a ajouté le Général Keita. En plus de la concentration des forces, le redéploiement permettra *“plus de mobilité, plus de flexibilité et une plus grande de réactivité”*. En outre, la Force va augmenter ses points de contrôle et ses patrouilles, notamment sur de longues distances et pendant la nuit pour assurer la sécurité des populations, mais également réhabiliter des routes et des ponts pour faciliter la mobilité des casques bleus.

Le Commandant de la Force a rappelé que la protection des civils reste au centre du mandat de la MINUSCA et que, dans ce cadre, la Mission ne permettra pas que la crise entre groupes armés dans la région de Bambari n'entraîne une guerre dans la ville qui *« provoquerait des milliers de victimes civiles et de déplacés »*. Quant aux groupes armés, le Général Keita a souligné que la MINUSCA continue à travailler pour les amener autour de la table et discuter dans le cadre du dialogue mis en place par les autorités. *« On va continuer à communiquer avec les groupes armés. Pour ceux qui ne veulent pas dialoguer, nous trouverons d'autres moyens »,* a conclu le Commandant de la Force.

Pour sa part, le chef de la Section des Affaires civiles de la MINUSCA a rappelé le rôle de la composante civile de la Mission dans la protection des populations civiles. *« La responsabilité*

Bureau de la Communication et de l'information publique

de protéger est collective et n'implique pas que la Force. Elle concerne en premier lieu les autorités centrafricaines, la population, les autres composantes de la MINUSCA, les organisations humanitaires, les ONGs, etc. », a expliqué Laurent Guépin.

Le chef de des Affaires civiles a ajouté que sa division travaille « *en étroite collaboration avec la Force* », notamment avec ses 52 agents de liaison communautaire déployés dans 35 localités des 16 préfectures et qui sont « *le lien entre les communautés, les autorités locales et la Force* ». « *Ce sont des citoyens centrafricains qui travaillent pour la MINUSCA pour essayer de trouver des réponses aux problèmes des Centrafricains* », a-t-il souligné.

Concernant l'impact du redéploiement des militaires sur l'action des agents de liaison communautaire, Guépin a précisé qu'il suffira de suivre et de s'adapter à « *la configuration de la Force*. » « *Si la Force est plus mobile, nos agents vont suivre les mouvements pour continuer à apporter leur contribution en terme de liaison et d'amélioration de nos réponses aux attentes des populations notamment dans les patrouilles* », a affirmé Guépin. Selon le responsable, la MINUSCA compte porter à 87 le nombre d'agents de liaison communautaire avec le recrutement d'une trentaine de personnes supplémentaires.